

Pour notre santé, le changement c'est urgent !

Aujourd'hui, se soigner devient de plus en plus difficile et coûte de plus en plus cher. Les franchises, forfaits et déremboursements, la remise en question du 100% pour les affections de longue durée, les dépassements d'honoraires, conduisent de nombreuses personnes à repousser des soins, voire à y renoncer.

Dans bien des endroits, les médecins généralistes se font rares, certaines spécialités ont disparu et obtenir un rendez-vous peut demander des mois. Les dépassements d'honoraires limitent encore l'accès aux soins de milliers d'autres personnes.

Restructurations et fermetures d'activités du service public de santé se multiplient depuis 15 ans. Aujourd'hui, les Agences Régionales de Santé (ARS) poursuivent la même politique, sans concertation ni évaluation des besoins, au prétexte des déficits publics.

Tout ceci résulte d'une politique de santé menée depuis des années et fortement accélérée avec la loi Hôpital Patient Santé Territoire (loi Bachelot). Une politique dont les maîtres mots sont : contraintes budgétaires, efficience, rentabilité, marché et privatisation.

Cette politique n'est toujours pas remise en cause aujourd'hui par le gouvernement Ayrault dont le Pacte de compétitivité prévoit même de nouvelles coupes sur la santé.

Ce gouvernement prétendait encadrer les dépassements d'honoraires. Or, l'accord récemment signé avec les syndicats de médecins libéraux, autorise et légitime de fait, la consultation de spécialiste à 70 euros au lieu de 28.

Et les sanctions pour dépassements abusifs risquent fort d'être aussi inopérantes que par le passé.

Contact : collectif.nsed@gmail.com

Le budget de la sécurité sociale 2013 voté à l'Assemblée Nationale est un budget d'austérité qui prévoit 2 milliards d'euros d'économie dont 657 millions d'euros pour l'hôpital.

Des fermetures de service se poursuivent : maternité de Vire, radiothérapie d'Argenteuil, chirurgie et maternité de Marie-Galante...

Des départements sont sinistrés comme dans le Lot où 3 maternités sur 4 ont disparu, créant des situations de mise en danger des populations.

Notre Santé en Danger attend du gouvernement qu'il prenne des mesures d'urgence :

- revenir sur l'accord conventionnel sur les dépassements d'honoraires et aller vers leur suppression;
- supprimer les forfaits et les franchises ;
- mettre fin aux fermetures d'établissements, de services hospitaliers, de maternités et de centres d'IVG, de centres de proximité, tant dans le secteur des soins que dans celui de la psychiatrie, du handicap et de la prise en charge des personnes âgées;
- mettre un terme à la déshumanisation de nos services de santé ;
- attribuer les moyens humains et financiers pour un service public de santé incluant les soins de premier recours et la prévention ;
- supprimer les exonérations de cotisations sociales ;
- augmenter le budget de la Sécurité Sociale pour 2013 à la hauteur des besoins.

Notre santé en Danger appelle à une intervention déterminée de toutes celles et ceux qui subissent les inégalités d'accès aux soins, de toutes les citoyennes-habitantes et des professionnelles !

Ne lâchons rien !